



## Déclaration de la FSU au CTA du 19 juin 2013.

Monsieur le Recteur,

La réunion de ce CTA pour la préparation de la rentrée de septembre 2013 nous fait craindre que, malgré la refondation de l'école annoncée, celle-ci soit la plus calamiteuse depuis plusieurs années notamment dans le second degré.

Les suppressions de postes en lycée et le peu de création dans les collèges alors qu'il y a une hausse démographique.

La pleine efficacité de la réforme des lycées qui montre tous les effets négatifs que nous avons dénoncés lors de sa mise en place par le gouvernement précédent.

Les réductions de crédit qui entraînent la suppression des emplois d'Assistants Pédagogiques dans tous les établissements non classé ECLAIR.

La disparition des fonds sociaux qui va entraîner des difficultés encore plus criantes pour les plus démunis.

Les établissements des zones prioritaires qui voient leurs moyens diminuer.

Les chefs d'établissements qui remettent en question des éléments statutaires du calcul des obligations de service des enseignants.

Les services administratifs qui au fur et à mesure des restructurations estiment que le compte n'y est pas et que les conditions de travail se détériorent.

A Chaque fois qu'il y a une réduction dans un corps il y a adaptation de l'outil de gestion pour déterminer les lieux où il y aura suppression et ceux où il y aura maintien ou création.

Certes à cette rentrée il y aura la première vague des recrutements des 60 000 postes dans l'éducation, mais ceux-ci vont très peu améliorer le fonctionnement du 1<sup>er</sup> degré, nous serons loin du plus de maître que de classe, la scolarisation des moins de 3 ans restera anecdotique, les RASED ne seront que trop rares, les moyens pour le remplacement bien trop insuffisants alors que la mise en oeuvre de mesures non financées (rémunération des M2 contractuels notamment) impactera le réseau des écoles.

La création des ESPE sans consultation de la profession nous inquiète pour nos futurs collègues dont l'année de stage ne sera pas modifiée en profondeur cette année. Ce cadre des ESPE soumet la formation des enseignants à des arbitrages et des rapports de force locaux dans un contexte où les crédits alloués aux universités sont en bernés. Ainsi, dans notre académie, le sort des antennes de formation de Beauvais et de Laon est plus qu'incertain.

Pour la FSU, cette refondation du système éducatif inscrit l'école dans la logique d'inégalités territoriales que le projet actuel de décentralisation renforce. Cette réalité va à l'encontre de l'objectif d'une école plus démocratique et qui se veut soucieuse avant tout des élèves les plus fragiles. En affichant une exigence nationale pour le système éducatif

mais en se défaussant pour partie vers les collectivités territoriales, comme l'illustre la réforme des rythmes scolaires, au risque d'aggraver des inégalités sans se donner les moyens de les combattre, c'est la crédibilité même de ce projet qui est en jeu. La politique éducative de ce gouvernement ne présente pas de rupture, et pour l'essentiel, s'inscrit en continuité avec la politique précédente. Elle ne répond pas aux attentes des collègues, ni au projet éducatif défendu par la FSU qui poursuivra l'action pour l'amélioration des conditions d'études des élèves et de travail des personnels.

Pour la FSU, monsieur le recteur, cette rentrée 2013 est vraiment pas réjouissante et actuellement les perspectives d'avenir pour les collègues vont en s'assombrissant, aucune mesure de revalorisation du métier d'enseignants, une préparation de l'opinion publique sur la nécessité d'allonger les durées de cotisation pour les retraites avec un nouveau mode de calcul pour les fonctionnaires. La FSU n'acceptera pas de régressions pour les salarié-es et les retraité-es sur l'ensemble de ce dossier.

De même, la FSU revendique

- l'ouverture de réelles négociations sur les rémunérations et une nécessaire revalorisation de la valeur du point d'indice,
- l'arrêt des suppressions d'emplois dans de nombreux secteurs de la Fonction publique, conséquences de la Révision Générale des Politiques Publiques, dont le projet de loi de décentralisation et la MAP sont aujourd'hui la continuité,

La FSU met en perspective les mobilisations et actions nécessaires à la rentrée pour faire aboutir les légitimes revendications des personnels.